

Élections en Grande-Bretagne, quel avenir pour la gauche ?

Gavin Rae

Professeur de sociologie à l'Université Kozminski à Varsovie, auteur du livre Poland's Return to Capitalism¹, collaborateur du Centre Ferdinand Lassalle pour une pensée sociale (Pologne)

La Grande-Bretagne entre dans une période d'incertitude politique et économique. Alors que le Parti conservateur a remporté le plus grand nombre de suffrages aux élections parlementaires de la semaine dernière, il n'a pas obtenu la majorité absolue qui lui aurait permis de former un nouveau gouvernement. Après 13 ans dans l'opposition, le Parti conservateur est donc revenu au pouvoir en formant un gouvernement de coalition avec les libéraux-démocrates. Ce premier gouvernement de coalition depuis 1945 se trouve confronté à une forte crise économique et s'est engagé à prendre immédiatement un ensemble de mesures douloureuses pour réduire les dépenses publiques.

Résultats électoraux 2010 pour les trois principaux partis

Partis	% électoral sur le plan national	Nombre de députés
Parti conservateur	36,1	306
Parti travailliste	29	258
Libéraux-démocrates	23	57

Ce scénario n'était pas prévu. Il y a quelques mois seulement, les conservateurs caracolaient en tête dans les sondages et—sous la houlette de leur jeune

et médiatique *leader* David Cameron—devaient obtenir une large majorité électorale. On prévoyait le déclin des travaillistes, avec une population désireuse de changement après 13 ans de gouvernement travailliste, présidé par un impopulaire Premier ministre, Gordon Brown. Pourquoi le Parti conservateur n'a-t-il pas réussi à profiter pleinement d'une situation politique aussi favorable ?

La réponse à cette question se trouve dans le déclin à long terme du soutien aux conservateurs. Partant de plus de 60% des voix aux élections de 1931, l'audience du Parti conservateur (en laissant de côté les variations à court terme) a diminué de façon régulière. En 1992—la dernière fois que les conservateurs ont obtenu la majorité absolue—le parti a remporté 42% des voix ; celles-ci sont ensuite tombées sous la barre des 30% dans les années 2001 et 2005 et n'ont pas dépassé 37% en 2010². Il est de plus en plus difficile pour les conservateurs, qui ont toujours été considérés au Royaume-Uni comme le parti de gouvernement « naturel », d'obtenir dans de vastes parties du pays le niveau de soutien indispensable pour gouverner seul. On peut le voir clairement dans le fait que le Parti conservateur n'a pas obtenu un seul siège dans toute l'Écosse où il se place en quatrième position.

L'autre grande question posée par le résultat des élections a été l'incapacité du Parti travailliste à obtenir de meilleurs résultats. Après la Seconde Guerre mondiale, pendant plus de 20 ans, les travaillistes ont régulièrement remporté un peu moins de 50% des suffrages. Le parti est ensuite entré dans une phase de déclin électoral, qui a été particulièrement prononcée au début des années 1980, après la fusion d'une fraction du parti avec les libéraux. Quand Tony Blair a mené le parti à la victoire en 1997, les travaillistes ont obtenu 43% des voix. En dépit de la rhétorique blairiste d'une « troisième voie » et son extension au centre « radical », le parti n'a fait que retrouver le niveau de soutien du début des années 1970. La victoire écrasante de Tony Blair en 1997 n'a pas été due à des résultats exceptionnellement élevés, mais plutôt à l'effondrement du Parti conservateur.

Le projet Blairiste a réussi à maintenir le parti travailliste au pouvoir tant qu'il y a eu croissance économique et que le vote pour le Parti conservateur se réduisait. Au cours de la période de forte croissance économique de la fin des années 1990, l'économie britannique a été dopée par le crédit, le chômage a diminué et Brown s'est ouvertement vanté d'avoir dépassé l'époque de l'économie « boom and bust »³. Au cours de ces années, le Parti travailliste a pu introduire quelques réformes réellement progressistes—comme l'instauration d'un salaire minimal, l'augmentation sensible des dépenses de santé et d'éducation, les progrès du processus de paix en Irlande du Nord et la dévolution en Écosse et au Pays de Galles. Mais ces mesures se sont accompagnées de politiques de déréglementation et de libéralisation et ont été éclipsées par le soutien désastreux aux aventures militaires de George Bush au Moyen-Orient.

Tout ceci a contribué à la baisse régulière du soutien au gouvernement travailliste et à l'éloignement de la base sociale et militante du parti. Au moment où Brown a remplacé Blair comme Premier ministre en 2007, la période de *boom* économique s'achevait, on entrait dans une phase de ralentissement et le parti semblait promis à une nouvelle catastrophe électorale.

Bien que le Parti travailliste ait perdu les élections de 2010, il a réussi à conserver une grande partie de son soutien. Sa baisse a été moins forte que lors des deux précédentes élections⁴. Une grande partie de la société se souvient des ravages provoqués par le thatchérisme et redoute le programme actuel des conservateurs qui vise à une forte réduction des dépenses publiques (avec des allègements fiscaux pour les riches). Enfin libéré de ses entraves blairistes dans la dernière semaine de la campagne électorale, Gordon Brown a su montrer les différences fondamentales encore existantes entre les deux partis et mettre en valeur les réalisations du gouvernement travailliste. C'était malheureusement trop tard.

Les conservateurs ne parvenant pas à tirer profit des difficultés des travaillistes, la troisième force politique britannique—les libéraux-démocrates—est apparue comme un concurrent sérieux. On peut le comprendre si l'on considère les changements à long terme survenus dans la politique britannique. Le soutien aux libéraux n'a pas cessé de croître à partir d'un seuil minimum de 2,6% en 1951. Bien que les libéraux aient perdu 5 sièges aux dernières élections, leurs résultats électoraux sont passés à 23%. L'injustice du système électoral britannique fait que les libéraux ont toujours obtenu un nombre de sièges parlementaires proportionnellement bien inférieur à leurs résultats réels sur le plan national. À l'inverse, le Parti conservateur—qui a un large soutien dans les zones rurales riches et faiblement peuplées—profite de façon disproportionnée de ce système électoral. C'est pourquoi, la concession majeure faite par les conservateurs aux libéraux-démocrates, pour les attirer dans un gouvernement de coalition, a été d'accepter d'organiser un référendum sur la réforme électorale (bien que ce ne soit probablement qu'une réforme partielle du système politique).

Au-delà de ces préoccupations politiques à court et long termes, l'élection britannique s'est tenue à l'ombre de la crise économique qui pèse sur l'ensemble de l'Europe. La Commission européenne prévoit que la Grande-Bretagne aura le déficit budgétaire le plus important (12%) de toute l'UE d'ici à la fin de cette année. Face à une énorme crise bancaire en 2008, Brown a pompé des milliards de livres pour soutenir les institutions bancaires et prévenir l'effondrement de l'ensemble des banques et du système financier. Ces derniers, après avoir avidement absorbé l'argent public, exigent que le nouveau gouvernement opère de larges coupes dans les dépenses publiques, ce qui signifie une baisse du niveau de vie pour des millions de salariés à faibles et moyens revenus. Pendant la campagne électorale, les trois partis ont proposé de tel-

les coupes, la seule différence étant que Brown a proposé de les différer en attendant la reprise. Le chef de file des libéraux-démocrates, Nick Clegg, est issu de la droite du parti et a appelé ouvertement à des coupes « féroces » dans les dépenses publiques. Sous la pression des marchés et en accord avec ses convictions politiques personnelles, il a décidé de former un gouvernement avec les conservateurs sur la base d'un programme de vastes réductions des dépenses publiques. Cela a décrédibilisé l'affirmation du Parti libéral selon laquelle il était un parti de changement progressiste.

Alors que la poussière retombe sur l'une des élections les plus marquantes du Royaume-Uni depuis une génération, quel avenir pour la gauche en Grande-Bretagne? Tout d'abord, l'élection a montré qu'il n'existe encore aucune alternative sérieuse venant des forces situées à gauche du Parti travailliste. Étant donné le niveau d'impopularité de Blair, coïncidant avec la guerre en Irak, il semblait qu'il existait une possibilité de progression pour les forces à gauche du Parti travailliste. Le parti de gauche alternative qui a obtenu les meilleurs résultats a été le parti Respect qui a construit localement quelques poches de soutien de masse dans les quartiers de Londres et de Birmingham, en lançant un défi aux attaques conjointes de la guerre et du racisme. Mais le parti a perdu son seul député et s'est efforcé d'obtenir le soutien des électeurs travaillistes les plus désireux d'empêcher la victoire des conservateurs. De même, bien que les Verts aient réussi à gagner leur premier siège parlementaire lors cette élection, ils n'ont encore pratiquement pas d'impact au niveau national.

Le principal champ de bataille pour la gauche se situera donc au sein du Parti travailliste. Le Parti travailliste reste lié aux syndicats et il est financé par eux (ce que le nouveau gouvernement peut tenter d'interdire dans le cadre de son programme de réformes politiques), ce qui le différencie des autres grands partis. Mais la droite du Parti travailliste va maintenant tenter de remplacer Brown (qui lui-même n'est pas à gauche du parti) avec quelqu'un qui creusera le sillon de la trajectoire blairiste. Si le Parti travailliste suit une telle stratégie et s'il accepte l'austérité économique, il restera isolé et incapable de regagner le soutien qu'il a perdu ces dernières années. Le Parti travailliste devrait plutôt contribuer à rassembler plus largement les forces de gauche (y compris celles qui sont à gauche des travaillistes et celles qui, au sein du Parti libéral, se sont opposées à une coalition avec les conservateurs) pour résister à l'offensive du gouvernement libéral-conservateur et à son programme visant à faire payer la crise financière par les salariés à faibles et moyens revenus.

Notes

1. *Retour de la Pologne au capitalisme.*
2. <http://tinyurl.com/3xeqndy>
3. Expansion et ralentissement, c'est ce que nous appelons « bulle » en français [NdT].
4. <http://tinyurl.com/32nmo8u>